



Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

A Bagnolet, le 29 octobre 2014

Bernard Lannes, Président de la Coordination Rurale

Objet : Lettre ouverte en réponse au courrier du 27 octobre 2014

Monsieur le Président,

La mise en œuvre du 5^e programme d'action nitrates pose effectivement de sérieuses difficultés sur le terrain. Les paysan-ne-s doivent modifier en partie leurs pratiques et ces modifications ne sont pas toujours pertinentes au regard de la réalité agronomique. A cela s'ajoute un chantier non négligeable : beaucoup de paysan-ne-s vont devoir mettre aux normes leurs capacités de stockage, ceci sans garantie de financements, ce que nous ne pouvons accepter. L'annonce de juillet 2014 d'une nouvelle extension des zones vulnérables à près de 4000 communes supplémentaires va en outre impliquer d'autant plus de paysan-ne-s dans cette démarche. Enfin, la gestion de ce dossier par le ministère de l'Agriculture rend d'autant plus difficile la compréhension de cette directive sur le terrain : modifications successives sans vision générale, annonces politiques contradictoires, empilement de textes réglementaires, aucune annonce sur le financement des mises aux normes, etc.

Cependant, nous ne nions pas la nécessaire protection de la ressource en eau, objet de cette directive Nitrates, et reconnaissons l'impact de l'agriculture sur la qualité de l'eau. Cette directive existe depuis 1991 et en 25 ans, la France, sous la pression du syndicat en place et de ses filières, n'a pas su s'en servir comme réel levier de modifications des pratiques et de protection de notre environnement. Ainsi, les contentieux inévitables avec la Commission européenne sur ce dossier ont dernièrement poussé la France à des réponses au coup par coup aux exigences de la Commission, ceci sans réflexion globale pour trouver une solution cohérente au problème de qualité de l'eau. Aujourd'hui, ce sont donc les paysan-ne-s qui subissent les conséquences de l'attentisme des gouvernements successifs et du syndicat majoritaire sur ce dossier. La mesure de la pollution des eaux par les nitrates n'a jamais été prise et les paysan-ne-s doivent porter le poids du durcissement soudain de la réglementation et de sa complexité alors qu'ils n'ont jamais été réellement encouragés à modifier leurs pratiques. 20 ans de mauvaise foi de ceux qui sont en réalité des pompiers pyromanes en matière de qualité de l'eau ont générée une incompréhension forte sur le terrain. Mais nous refusons d'utiliser, comme vous le faites, cette incompréhension pour servir encore un modèle agricole à bout de souffle.

Alors que vous voyez la directive Nitrates comme une cause supplémentaire des difficultés rencontrées par les paysan-ne-s, nous la voyons comme la conséquence de choix politiques généraux bien plus graves, sans lesquels la directive Nitrates n'aurait peut-être pas lieu d'être. En effet, au lieu de défendre le revenu des paysan-ne-s par des prix rémunérateurs, et des aides mieux réparties, les gouvernements successifs et la FNSEA ont mis en place une politique de "compétitivité" à courte vue fondée sur l'augmentation incessante des volumes et les prix les plus bas pour accéder aux marchés mondiaux. Cette politique a fait l'impasse sur la préservation des ressources naturelles et a fait disparaître en masse les paysan-ne-s. La même logique en tête, la réforme de la PAC a été une occasion manquée de changer l'orientation des systèmes agricoles. Les réglementations environnementales toujours plus complexes sont la conséquence de ces orientations politiques, et interviennent vainement pour tenter de réparer les

destructions que ces choix entraînent. C'est contre ces choix politiques dévastateurs pour le monde rural, les paysan-n-es et la société en général que la Confédération paysanne décide de se battre.

Et donc, c'est bien parce que nous ne sommes pas d'accord sur les raisons profondes des grandes difficultés que vivent le monde paysan et ses travailleur-euses, que nous ne nous associerons pas à une réflexion avec votre syndicat et la FNSEA sur l'opportunité d'éventuels "rassemblements unitaires". Ces "rassemblements unitaires" supposeraient une unité de nos syndicats sur des éléments politique clés, ce qui n'est pas le cas. En outre, les dernières actions de la Coordination rurale du Lot-et-Garonne à Agen ou à Sainte-Livrade-sur-Lot et de la FDSEA du Finistère à Morlaix, ne garantissent pas non plus une "unité" sur la forme que pourraient prendre ces rassemblements.

Veillez recevoir, Monsieur, nos salutations respectueuses.

Laurent Pinatel
Porte-parole

